

[C – 2001/27359]

14 JUIN 2001. — Circulaire explicative de l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1998 octroyant des subventions aux C.P.A.S. dans le cadre de l'intégration professionnelle des personnes bénéficiaires du droit à un minimum d'existence

A l'attention de Mesdames et Messieurs les Présidents des C.P.A.S.
(Pour information à Messieurs les Gouverneurs de Province)

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,

En date du 14 juin 2001, le Gouvernement wallon a adopté un arrêté modifiant l'arrêté du 27 janvier 1998 octroyant des subventions aux C.P.A.S. dans le cadre de l'intégration professionnelle des personnes bénéficiaires du droit à un minimum d'existence (voir copie jointe en annexe).

Par la présente circulaire, j'ai l'honneur, d'une part, de vous exposer les modifications introduites par l'arrêté du 14 juin 2001 précité et, d'autre part, de vous préciser les modalités de mise en œuvre de l'article 4 nouveau relatif à la subvention complémentaire pour le personnel chargé d'assurer l'encadrement ou le suivi des dossiers d'insertion des personnes engagées.

1. Définition du bénéficiaire

Jusqu'à présent, les subventions versées dans le cadre de l'arrêté du 27 janvier 1998 étaient réservées à l'engagement de personnes bénéficiaires du droit au minimum de moyens d'existence.

Désormais, pourra également faire l'objet d'un subventionnement l'engagement d'un bénéficiaire de l'aide sociale équivalente au minimum de moyens d'existence lorsqu'il s'agit d'une personne qui, inscrite soit au registre de la population soit au registre des étrangers et bénéficiant d'une autorisation de séjour illimitée, n'a pas droit au minimum de moyen d'existence en raison de sa nationalité.

2. Mise à disposition

Pour qu'un C.P.A.S. puisse bénéficier d'une subvention suite à l'engagement sous contrat de travail d'un bénéficiaire et à sa mise à la disposition d'un tiers, il fallait que ce tiers soit une commune, une association sans but lucratif, une intercommunale à but social, culturel ou écologique, une société à finalité sociale telle que visée à l'article 164bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, un autre C.P.A.S., une association au sens du chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ou un hôpital public affilié de plein droit à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ou à l'Office national de sécurité sociale.

Désormais, la personne engagée par le C.P.A.S. pourra également être mise à disposition de tout partenaire ayant conclu une convention avec le centre public d'aide sociale sur la base de la loi du 8 juillet 1976 précitée.

3. Durée du subventionnement

En ce qui concerne la durée du subventionnement, l'arrêté du 27 janvier 1998 distinguait deux cas de figure :

— lorsque le bénéficiaire était directement engagé par le C.P.A.S. au sein de ses services ou lorsqu'il était mis à la disposition d'une association, d'une société ou d'un pouvoir public cité au point 2 ci-dessus, la subvention était accordée pour une durée maximale de quinze mois;

— lorsque le C.P.A.S. avait conclu pour le bénéficiaire une convention en vue de sa mise au travail dans une entreprise privée, la subvention était accordée pour une durée maximale d'un an.

Désormais la subvention sera accordée pour une durée maximale de dix-huit mois. Par ailleurs, elle sera, dans tous les cas, limitée à la période nécessaire à la personne engagée pour bénéficier des allocations de chômage.

4. Mise au travail de réinsertion sociale dans l'économie sociale et intérim d'insertion

Compte tenu du fait que les crédits prévus par la présente réglementation sont strictement limités, il a paru opportun au Gouvernement que les C.P.A.S. utilisent les subventions en faveur des personnes qui en ont le plus besoin et, par conséquent, ne puissent les employer pour des personnes qui sont déjà prises en charge dans le cadre d'autres programmes de mise à l'emploi.

Conformément à l'arrêté modificatif du 14 juin 2001, ne sont dès lors pas admissibles au bénéfice de la subvention, les mises au travail de personnes qui bénéficient :

de l'application de l'arrêté royal du 21 décembre 2000 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des mises au travail de réinsertion sociale dans l'économie sociale;

de l'application de la section II du chapitre XI de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, relatif à l'intérim d'insertion.

5. Montant des subventions

En application de l'article 3 ancien de l'arrêté du 27 janvier 1998, le montant de la subvention était différent selon le statut de la personne qui était mise au travail.

Désormais le montant de la subvention sera le même pour toute personne et s'élèvera à 9 000 francs par mois.

6. Changement de résidence

Conformément à l'arrêté modificatif du 14 juin 2001, la subvention restera désormais acquise au C.P.A.S. si le travailleur installe sa résidence dans une autre commune pendant l'exécution du contrat de travail.

7. Subventions complémentaires pour la formation du personnel

7.1. Par son arrêté modificatif du 14 juin 2001, le Gouvernement a prévu une subvention complémentaire de 2 500 francs par agent et par journée de formation pour le personnel du C.P.A.S. chargé d'assurer l'encadrement ou le suivi des dossiers d'insertion des personnes engagées. La subvention annuelle maximale par agent sera plafonnée à 25 000 francs.

A cette fin, un budget particulier a été prévu, distinct du budget destiné à l'attribution des subventions principales concernant l'engagement des bénéficiaires visés au point 1 de la présente circulaire.

Les possibilités d'octroi des subventions complémentaires étant limitées par les crédits budgétaires disponibles, il s'impose, dans un souci d'équité entre les C.P.A.S., de déterminer les modalités de répartition du budget annuel fixé par le Gouvernement.

Ainsi j'ai décidé de réserver à chaque C.P.A.S. 2 % de l'avance sur le total des subventions principales qui lui ont été octroyées durant l'année précédant celle au cours de laquelle les formations sont suivies.

Le total des subventions complémentaires sera dès lors égal au multiple de 2 500 supérieur au montant obtenu en calculant ces 2 %.

A titre d'exemple, si un C.P.A.S. s'est vu octroyer 512 000 francs d'avance au cours de l'année précédente, il aura droit à 5 subventions complémentaires (2 % de 512 000 étant égal à 10 240 et le multiple de 2 500 supérieur à ce montant de 10 240 étant égal à 5).

La subvention complémentaire annuelle sera liquidée en une fois sur présentation des justificatifs des dépenses.

7.2. Les formations admises pour l'octroi de la subvention devront être délivrées par les centres agréés par le coordinateur du parcours d'insertion professionnelle.

A titre transitoire, dans l'attente de l'entrée en vigueur du décret organisant le futur Service public de l'Emploi (S.P.E.), la délivrance des agréments des opérateurs de formation sera de la compétence du Comité de gestion du FOREm.

Pour connaître la liste des opérateurs agréés, je vous invite à contacter mon collaborateur, M. D. Gruselin (Cabinet du Ministre des Affaires sociales et de la Santé, rue des Brigades d'Irlande 4, 5100 Jambes, tél. 081-32 34 13) ou, à mon Administration, M. G. Escouflaire (Direction générale de l'Action sociale et de la Santé, avenue Gouverneur Bovesse 100, 5100 Jambes, tél. 081-32 72 11).

Toute information peut également être obtenue auprès de M. J. Maesschalck, administrateur général adjoint du FOREm (boulevard Tirou 104, 6000 Charleroi, tél. 071-20 66 11).

8. Entrée en vigueur

Les nouvelles dispositions présentées dans cette circulaire entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2001.

A titre transitoire, elles ne sont pas applicables aux demandes de subventions relatives à des contrats de travail dont le début d'exécution est antérieur à la date précitée.

Je vous souhaite bonne réception de la présente.

Veillez agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Namur, le 14 juin 2001.

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. Detienne.

VERTALING

[C - 2001/27359]

14 JUNI 2001. — Omzendbrief ter verduidelijking van het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1998 tot toekenning van toelagen aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de inschakeling van bestaansminimumtrekkers in het arbeidsproces

Ter attentie van de Dames en Heren O.C.M.W.-Voorzitters
(Voor informatie aan de Heren Provinciegouverneurs)

Mevrouw de Voorzitter,

Mijnheer de Voorzitter,

Op 14 juni 2001 heeft de Waalse Regering een besluit goedgekeurd waarbij het besluit van 27 januari 1998 tot toekenning van toelagen aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de inschakeling van bestaansminimumtrekkers in het arbeidsproces wordt gewijzigd (afschrift als bijlage).

Bij deze omzendbrief worden u enerzijds de bij het besluit van 14 juni 2001 doorgevoerde wijzigingen uiteengezet en anderzijds de regeling meegedeeld voor het uitvoeren van het nieuwe artikel 4 met betrekking tot de aanvullende toelage voor het personeel dat belast is met de begeleiding en de opvolging van de inschakelingsdossiers van de in dienst genomen personen.

1. Gerechtigden : begripsomschrijving

Tot nu toe waren de toelagen die in het kader van het besluit van 27 januari 1998 werden gestort, bestemd voor het in dienst nemen van bestaansminimumtrekkers.

Vanaf heden kan een toelage worden verleend voor het in dienst nemen van een persoon die recht heeft op een bedrag als maatschappelijke dienstverlening dat overeenstemt met het bestaansminimum indien die persoon ofwel in het bevolkingsregister ofwel in het vreemdelingenregister ingeschreven is en een onbeperkte verblijfsvergunning heeft gekregen en op grond van zijn staatsburgerschap geen recht heeft op het bestaansminimum.

2. Terbeschikkingstelling

Vroeger kon een O.C.M.W. een toelage krijgen indien het een gerechtigde met een arbeidsovereenkomst in dienst nam en die persoon ter beschikking stelde van een derde indien die derde een gemeente was, of een vereniging zonder winstoogmerk, een intercommunale met een maatschappelijk, cultureel of ecologisch doel, een vennootschap met een sociaal oogmerk zoals bedoeld in artikel 164bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, een ander O.C.M.W., een vereniging in de zin van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of een openbaar ziekenhuis dat van rechtswege aangesloten is bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten of bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

Vanaf heden kunnen personen die door het O.C.M.W. in dienst worden genomen, eveneens ter beschikking worden gesteld van partners die een overeenkomst hebben ondertekend met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn op grond van bovenbedoelde wet van 8 juli 1976.

3. Looptijd van de toelage

Wat de looptijd van de toelage betreft, werden er volgens het besluit van 27 januari 1998 twee gevallen onderscheiden :

in het eerste geval werd een gerechtigde rechtstreeks door het O.C.M.W. in dienst genomen en in zijn eigen diensten te werk gesteld of ter beschikking gesteld van een vereniging, een vennootschap of een overheid zoals bedoeld onder punt 2 : dan liep de toelage over hoogstens 15 maanden;

in het tweede geval sloot een O.C.M.W. voor de gerechtigde een overeenkomst af zodat hij te werk kon worden gesteld in een privé-bedrijf : dan liep de toelage over hoogstens één jaar.

Vanaf heden loopt de toelage hoogstens over 18 maanden. Overigens wordt de toelage hoe dan ook beperkt tot de periode die nodig is om de in dienst genomen persoon in aanmerking te laten komen voor werkloosheidsuitkeringen.

4. Tewerkstelling in de sociale economie met het oog op sociale inschakeling en invoeginterim

Rekening houdend met het feit dat de kredieten waarin deze regelgeving voorziet streng beperkt zijn, heeft de Regering het gepast geacht om de O.C.M.W.'s van de toelagen gebruik te laten maken voor de meest behoeftige personen en bijgevolg niet voor personen die reeds onder een andere tewerkstellingsprogramma vallen.

Overeenkomstig het wijzigingsbesluit van 14 juni 2001 komen personen die van de hiernavolgende maatregelen genieten, niet in aanmerking voor de tewerkstellingstoelage :

toepassing van het koninklijk besluit van 21 december 2000 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie;

toepassing van afdeling II van hoofdstuk XI van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgetaire en diverse bepalingen, met betrekking tot de invoeginterim.

5. Bedrag van de toelage

In toepassing van artikel 3 van het voormalig besluit van 27 januari 1998 verschilde het bedrag van de toelage naar gelang van het statuut van de tewerkgestelde persoon.

Vanaf heden geldt voor elke persoon hetzelfde toelagebedrag, namelijk 9 000 frank per maand.

6. Wijziging verblijfplaats

Overeenkomstig het wijzigingsbesluit van 14 juni 2000 behoudt het O.C.M.W. de toelage indien de werknemer zich in een andere gemeente vestigt tijdens de uitvoering van de arbeidsovereenkomst.

7. Aanvullende toelagen voor personeelsopleiding

7.1. Bij het wijzigingsbesluit van 14 juni 2001 heeft de Regering voorzien in een aanvullende toelage van 2 500 frank per personeelslid en per opleidingsdag voor het O.C.M.W.-personeel dat belast is met de begeleiding en de opvolging van de inschakelingsdossiers van de in dienst genomen personen. De jaarlijkse toelage wordt per personeelslid beperkt tot hoogstens 25 000 frank.

Daartoe werd in een afzonderlijk budget voorzien dat verschilt van het budget voor de toekenning van de hoofdtoelagen met betrekking tot het in dienst nemen van de gerechtigden bedoeld onder punt 1 van deze omzendbrief.

Daar de aanvullende toelagen slechts beperkt toegekend kunnen worden gezien de beschikbare begrotingskredieten, moeten de verdelingsregels van het jaarlijkse budget dat de Regering vaststelt met het oog op een gelijke behandeling van alle O.C.M.W.'s worden bepaald.

Zo heb ik beslist om voor elk O.C.M.W. 2 % voor te behouden van het voorschot op alle hoofdtoelagen die elk O.C.M.W. toegekend werd tijdens het jaar vóór het jaar waarin de opleidingen werden gevolgd.

Bijgevolg is het totaalbedrag van de aanvullende toelagen gelijk aan het veelvoud van 2 500 dat hoger ligt dan het bedrag dat verkregen werd door die 2 % te berekenen.

Voorbeeld : indien een O.C.M.W. een voorschot van 512 000 frank kreeg tijdens het voorgaande jaar, heeft het recht op vijf aanvullende toelagen (2 % van 512 000 is immers gelijk aan 10.240 en het veelvoud van 2 500 dat hoger ligt dan het bedrag van 10 240 is vijf).

De jaarlijkse aanvullende toelage wordt in één keer uitbetaald na overlegging van alle bewijsstukken in verband met de gedane uitgaven.

7.2. De opleidingen die in aanmerking komen voor de toekenning van de toelage, moeten gegeven worden door de centra die erkend zijn door de coördinator van de trajectbegeleiding voor werkzoekenden.

Bij wijze van overgangmaatregel en in afwachting van de inwerkingtreding van het decreet ter organisatie van de toekomstige openbare werkgelegenheidsdienst is het beheerscomité van de FOREm bevoegd voor het verlenen van erkenningen voor opleiders.

De lijst van de erkende opleiders kan worden bekomen bij mijn medewerker, de heer D. Gruselin (kabinet van de minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid, rue des Brigades d'Irlande 4, in 5100 Jambes, tel. : 081-32 34 13) of bij mijn bestuur, de heer G. Escoufflaire (Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid, avenue Gouverneur Bovesse 100, in 5100 Jambes, tel. : 081-32 72 11).

Voor inlichtingen kunt u ook terecht bij de heer J. Maesschalck, adjunct-administrateur-generaal van de FOREm (boulevard Tirou 104, in 6000 Charleroi, tel. : 071-20 66 11).

8. Inwerkingtreding

De nieuwe bepalingen die in deze omzendbrief uiteen werden gezet, treden in werking op 1 juli 2001.

Bij wijze van overgangmaatregel zijn ze niet van toepassing op aanvragen voor toelagen in verband met arbeidsovereenkomsten waarvan de uitvoering zijn aanvang neemt vóór bedoelde datum.

Namen, 14 juni 2001.